Olivier Pétré-Grenouilleau, *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale*

Samuel Lempereur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/30831>

DOI : 10.4000/lhomme.30831

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2018

Pagination : 204-207

ISBN : 978-2-7132-2733-2

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Samuel Lempereur, « Olivier Pétré-Grenouilleau, *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale* », *L'Homme* [En ligne], 225 | 2018, mis en ligne le 15 mars 2018, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/30831> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.30831>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2021.

© École des hautes études en sciences sociales

Olivier Pétré-Grenouilleau, *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale*

Samuel Lempereur

RÉFÉRENCE

Olivier Pétré-Grenouilleau, *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale*. Paris, Gallimard, Paris, 2014, 407 p., notes bibliogr. (« Bibliothèque des histoires »).

- 1 OLIVIER Pétré-Grenouilleau s'est imposé depuis quelques années comme l'un des spécialistes français de l'histoire de l'esclavage. En 2004, il s'est fait connaître avec son étude remarquable sur les traites négrières¹, il a ensuite publié plusieurs ouvrages, dont un dictionnaire chez Larousse². *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale* est le premier d'un cycle de trois ouvrages³. Le sous-titre de l'introduction ne laisse aucun doute sur l'engagement de l'auteur : « Définir l'esclavage : pour le penser et le combattre ». L'idée défendue dès la première page est que l'esclavage étant peu ou mal défini, il est mal compris. Or, pour l'auteur, si on ne sait pas en quoi consiste l'esclavage, on ne peut pas l'analyser correctement ni le combattre avec efficacité. Olivier Pétré-Grenouilleau expose sa réflexion en trois grandes parties.
- 2 L'auteur dresse « par un jeu de miroir » un tableau, non pas exhaustif mais archétypal (p. 17), des différentes approches du phénomène esclavagiste en de multiples lieux et époques, situés principalement en Occident. L'exercice ressemble parfois à un « état de l'art » ou à une « revue bibliographique » un peu disparate, dont la logique suivie par l'historien n'est pas flagrante. L'auteur prend d'ailleurs le soin de préciser : « Ce que nous espérons, c'est qu'au terme de cette première partie le lecteur soit un peu décontenancé » (*id.*). L'intérêt de l'exercice consiste, pour lui, à montrer la diversité des représentations qui nourrissent et donnent du sens à nos propres conceptions de l'esclavage.
- 3 Une fois ces représentations déconstruites, Olivier Pétré-Grenouilleau aborde, dans la deuxième partie, la question de la définition de l'esclavage « concrètement placé[e] au

cœur de l'analyse ». Autrement dit, il s'agit de « penser la définition de l'esclavage à partir de celle de l'esclave » (p. 18). C'est donc seulement après avoir montré l'extrême diversité des approches sur l'esclavage (1^{re} partie) qu'il en viendra à en donner une définition. La troisième partie, enfin, est consacrée aux dynamiques des sociétés esclavagistes, afin de comprendre comment une société devient esclavagiste mais aussi, comment elle en sort.

- 4 La partie sur la définition de l'esclave est certainement celle qui appelle le plus de commentaires, du propre aveu de l'auteur (« La manière dont je propose de définir l'esclavage est destinée à alimenter le débat scientifique », p. 403). En s'appuyant sur les travaux de Claude Meillassoux et en reprenant les conclusions sémantiques d'Émile Benveniste, Olivier Pétré-Grenouilleau donne comme première caractéristique générale de l'esclave le fait d'être « un autre ». Il souligne une notion importante, trop souvent oubliée : on devient esclave.

- 5 Se pose bien entendu la question de l'esclavage local, ou interne, tel qu'il a pu exister en Afrique et être décrit dans les travaux de Charles Piot ou Benjamin Kala-Ngoma. Mais pour Olivier Pétré-Grenouilleau, l'extranéité, qui plus est au sein d'une même société, « n'est jamais donnée d'avance » (p. 178), elle se construit. Ainsi, « l'esclave est celui qui, de fait ou de droit, est ou [sic] est placé hors du groupe légitime de référence » (p. 176). L'extranéité peut donc être le produit soit d'un pouvoir (la mise en esclavage comme réponse à la criminalisation, par exemple), soit de la pauvreté (l'esclavage pour dette). Pour l'historien, il est nécessaire de distinguer « le gagé » de « l'esclave pour dette » (p. 168). La différence entre les deux est souvent difficile à situer et même si cet écueil n'échappe pas à Pétré-Grenouilleau, il semble pourtant, à la lecture des pages qu'il y consacre, qu'il a lui-même du mal à l'établir (pp. 168-170)⁴. Disons qu'une personne mise en gage pour rembourser une dette peut basculer dans l'esclavage lorsque la dette est trop importante (c'est-à-dire non remboursable en raison de sa charge ou de ses intérêts), ou que le débiteur acquiert un pouvoir supérieur sur le gagé qui ne fait plus de lui un homme libre (il peut dès lors le vendre ou l'exploiter au-delà des limites considérées comme acceptables dans la société étudiée). Le problème de la qualification « gagé/esclave pour dette » renvoie à une question qu'Alain Testart avait soulevée dans son livre lorsqu'il définissait l'esclave comme « exclu d'une des dimensions (sociales) considérée comme fondamentale par cette société »⁵. Il en va de même ici : le basculement du gagé dans l'esclavage demeure une considération locale, qui nécessite de comprendre les ressorts culturels et sociaux locaux pour en prendre la mesure.

- 6 Pour autant, il n'est pas besoin de verser dans un total relativisme. En utilisant le terme de « possession » à la place de « propriété », Olivier Pétré-Grenouilleau rappelle qu'il existe toujours, dans l'esclavage, une forme ou l'autre de propriété, mais qu'elle n'est jamais, ou rarement, une propriété complète (p. 200). L'esclave est possédé par son maître. Cette possession permet de comprendre, par exemple, le glissement du gagé vers l'esclavage : il s'agit invariablement d'un moment où le débiteur devient possesseur du gagé et où ce dernier perd les caractéristiques qui faisaient encore de lui un homme libre.

- 7 C'est, à mon sens, l'un des apports majeurs du livre d'Olivier Pétré-Grenouilleau à la théorie de l'esclave. En proposant « possession » à la place de « propriété », il réussit à garder l'idée de « propriété » de l'esclave par son maître, tout en se débarrassant d'un terme que de nombreux auteurs considèrent comme impropre. Son principal argument

est le même que celui mis en avant par Alain Testart : le mot « propriété » est chargé de son histoire juridique occidentale et renvoie inmanquablement au droit romain, ce qui le rend difficilement transposable en dehors de ce contexte.

- 8 Olivier Pétré-Grenouilleau consacre ensuite de nombreuses pages à discuter de l'utilité de l'esclave. De prime abord, l'exercice peut sembler tautologique : en effet, l'esclave a une utilité, sinon à quoi bon l'esclavage ? Mais en s'attardant sur l'utilitarisme, l'auteur souligne un écueil courant, à l'appui des travaux d'influences marxiste (Claude Meillassoux) puis libérale (Gustave de Molinari), celui qui consiste à se focaliser sur l'utilité de l'esclave au point de ne pas voir l'esclavage qui existe en dehors de cette utilité (par exemple, l'approche de l'esclavage par l'extraction d'un surproduit et d'une rente par la classe propriétaire chez Meillassoux). En effet, il existe plusieurs catégories d'esclaves que l'on ne distingue que par leur utilité économique. En Afrique, par exemple, les femmes esclaves servaient à la reproduction sexuelle, d'autres n'avaient qu'une fonction symbolique (plus on possède d'esclaves, plus on est puissant). L'auteur montre l'importance de l'État dans la transformation de l'esclavage : de pratique sociale, il devient une institution quand l'État entre dans le processus esclavagiste en codifiant ces pratiques en question. En légitimant l'esclavage, l'État concourt à son extension. S'appuyant sur Gustave de Molinari, Olivier Pétré-Grenouilleau rappelle que si l'esclave appartient à un propriétaire privé, celui-ci a néanmoins besoin de la puissance de l'État pour assurer sa sécurité et être le garant de l'ordre esclavagiste, même si l'État peut, dans le même temps, limiter sa propriété ou la liberté de jouir de son esclave (p. 227). L'État y trouve son compte, puisque cet esclavagisme est détourné à son propre profit (esclaves d'État, royaux...).
- 9 Toujours « autre », dépendant d'un homme tiers, voire de l'État, toujours considéré marginalement, parfois réifié, l'esclave est donc, toujours « un Homme en sursis ». Grenouilleau relève ici, comme d'autres avant lui, la contradiction inhérente aux systèmes esclavagistes où les esclaves sont considérés à la fois comme identiques et différents, à la fois comme humains et non humains. En témoigne l'exemple aujourd'hui classique du Code noir français en vertu duquel l'esclave est d'abord défini comme une chose, qui doit ensuite être baptisée et dont l'union devra être célébrée à l'église, or « il est clair qu'on ne marie pas une table ou une chaise » (p. 244). Parce qu'il est arraché à son substrat social d'origine, culturellement et socialement déconsidéré, domestiqué comme du bétail, ou presque, souvent marginalisé, violemment réprimandé, son humanité est continuellement remise en question. Pourtant, en reprenant ici une fois encore Claude Meillassoux, Olivier Pétré-Grenouilleau rappelle que c'est bien en tant qu'homme que l'esclave est utile à son maître (p. 273). Car, contrairement à un outil ou à un animal, on fait appel à son intelligence, sa rationalité, ses capacités cognitives. On attend de lui qu'il réagisse comme un être humain. Ici, et bien que l'auteur n'aborde pas ce débat, on le devine plus proche des idées de l'historien Jean-François Niort que du philosophe Louis Sala-Molins⁶. Olivier Pétré-Grenouilleau emploie une belle expression pour évoquer l'humanité de l'esclave : celle d'un « homme frontière » (p. 278).
- 10 C'est avec cette idée d'homme-frontière qu'Olivier Pétré-Grenouilleau aborde la troisième et dernière partie de son ouvrage. Dans celle-ci, il tente de comprendre les dynamiques qui mènent aux sociétés esclavagistes. Quelles en sont ses racines ? Est-ce le besoin de main-d'œuvre dans les sociétés agraires (théorie de Nieboer), l'émergence des « morts d'accompagnement » et de l'État (Alain Testart), la guerre et la

démocratisation (paradoxe de Finley au sujet de l'Athènes classique) ? Un peu tout cela à la fois, propose l'auteur, en élargissant ces idées à la question de l'entremêlement de la sociopolitique et de l'économie. Il s'appuie à nouveau sur les travaux de Moses I. Finley pour distinguer les « sociétés à esclaves » des « sociétés esclavagistes », où la différence entre les deux réside moins dans le nombre d'esclaves au sein d'une société, que dans l'institutionnalisation de la pratique au point d'être considérée comme nécessaire à la survie de cette société.

- 11 Vient ensuite la question de la créolisation dans ces sociétés esclavagistes et, pour terminer, celle de la résistance des esclaves jusqu'à la fin de l'esclavage qui adviendra, selon Olivier Pétré-Grenouilleau, soit selon un processus de « sortie naturelle » (extinction du système esclavagiste remplacé par le servage en Occident médiéval, soit par « sortie forcée » (abolition).
- 12 Ce livre a les défauts de ses qualités. En analysant dans sa première partie l'esclavage dans les textes, il ressemble parfois à un état de l'art (c'est également le cas de la troisième partie). L'exercice est utile et intéressant pour comprendre l'interprétation que donne l'auteur des textes, mais on regrette de devoir attendre la moitié du livre pour connaître son avis. Enfin, pour élargir la focale, on aurait souhaité quelques références sur les sociétés post-esclavagistes en Afrique (Olivier Leservoisier, Benedetta Rossi, Alice Bellagamba...).

NOTES

1. *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004 (« Folio. Histoire »).
2. *Dictionnaire des esclavages*, Paris, Larousse, 2010.
3. Le deuxième, paru en 2017, également chez Gallimard, s'intitule *La Révolution abolitionniste*.
4. Il faut rappeler que, malgré l'immense qualité de son travail, cette distinction n'était pas non plus simple à saisir chez Alain Testart dans l'ouvrage qu'il avait consacré en 2001 à la dette et à l'esclavage (cf. *L'Esclave. La dette et le pouvoir*, Arles, Errance).
5. *Ibid.* : 24.
6. En 1987, Louis Sala-Molins publie, aux Presses universitaires de France, un ouvrage intitulé *Le Code noir ou le Calvaire de Canaan*. La thèse de l'auteur est la suivante : le Code noir est une monstruosité qui insiste sur la licéité de l'esclavage et l'objectivation de l'esclave alors que, paradoxalement, l'époque est celle du siècle des Lumières et des droits de l'Homme. En 2015, Jean-François Niort publie *Le Code Noir. Idées reçues sur un texte symbolique*. Il revient sur ce qu'il qualifie de préjugés, notamment celui qui veut que l'esclave y soit simplement considéré comme une chose, et qu'il fait remonter au livre de Sala-Molins. L'auteur souligne, comme Olivier Pétré-Grenouilleau, que le Code noir, qui a existé en plusieurs versions, respecte l'humanité de l'esclave puisqu'il avait institué jours de repos, mariage, instruction et qu'il limitait également le pouvoir du maître. Il s'en est suivi un débat public assez rude, par presse interposée, entre les

auteurs, d'autres historiens mais aussi quelques associations françaises, dont le MIR France (Mouvement international de la réconciliation).